

LES TENDANCES AU SEIN DE LA «COMMUNE»...

Des républicains modérés aux révolutionnaires affirmés, on distingue trois grandes composantes.

Les **Jacobins** ou «**Néo-Jacobins**» sont les plus nombreux, parmi eux Delescluze, vétéran de 1830 et 1848. Même si leurs références sont la première *Commune de Paris* sous la Révolution française, et la Constitution de l'An 1 qui octroie de nombreuses libertés aux collectivités locales, ils demeurent moins centralistes que ne le laisse entendre la terminologie employée.

Ils comptent en leur sein des journalistes, des artisans, des artistes, des représentants de professions libérales comme médecins, pharmaciens, ainsi que des hommes de loi. Ils forment plus d'un tiers des membres de la Commune.

Les **Blanquistes**, en l'absence de Blanqui, emprisonné en province par le gouvernement de Thiers, ne regroupent qu'une petite minorité, un peu plus d'une dizaine, qui se prononcent pour un État fort, militent pour un socialisme autoritaire, favorable à l'établissement d'une dictature au nom du peuple. Ils s'inspirent des événements de 1793, durant la Révolution.

Cette orientation se manifesterait dans le choix des investissements au sein de la Commune, comme nous le verrons. Ils conçoivent le communalisme comme étant la libre fédération des producteurs, thèse qui sera reprise ultérieurement par la *Fédération jurassienne*. Les principales figures de ce courant sont Eudes, Duval, Ranvier, Ferré, Rigault.

Enfin les **Internationalistes**, des membres de l'*Association internationale des travailleurs* (A.I.T.), souvent désignés comme d'inspiration proudhonienne, sont en fait des collectivistes antiautoritaires à l'instar de Bakounine ou James Guillaume. Si des personnalités comme Benoît Malon, Eugène Varlin ou Gustave Lefrançais sont les porte-paroles éminents des Internationalistes, nous verrons que d'autres figures marqueront de leur empreinte les événements révolutionnaires de 1871, tel l'ouvrier hongrois Léo Frankel qui était à l'origine de la fondation d'une section allemande de l'A.I.T. à Paris.

Quelques blanquistes appartiennent également à la Première Internationale comme l'employé de commerce Cournet, Vaillant ou Duval.

Quelques éléments contextuels

Appréhender les positionnements des uns et des autres implique de saisir le processus qui aboutit à la constitution formelle de la Commune. Le 15 février une réunion de gardes nationaux, salle du Wauxhall, rue de la Douane, décide de constituer une *Fédération des compagnies de la Garde nationale de Paris* afin de lutter pour la défense de la République, contre un retour de la monarchie. Là est le ciment qui fédère les acteurs de cette lutte, à cet instant. Une commission est ainsi mandatée pour élaborer les statuts de cette organisation, structurée, ayant à sa tête un *Comité central*, émanation des délégués issus des différentes compagnies. La commission comprend un commissaire par arrondissement, 18 sur 20 sont représentés, et la plupart des délégués sont des inconnus selon Lissagaray qui note «...des petits bourgeois, boutiquiers, employés, étrangers à toutes les coteries, jusque-là même à la politique...» (1). Cette diversité est alors une force, un mouvement républicain de base, ouvert. Le 24 février une *Assemblée générale* réunissant 2.000 délégués approuve ces statuts, se prononce «pour la suppression des armées nationales» et s'affirme prête à passer à l'action si les Prussiens pénètrent dans Paris comme l'envisage le traité de paix. Le 3 mars la *Garde nationale* est devenue la *Fédération républicaine*, les gardes nationaux sont désormais des *Fédérés*. Le *Comité central* désigne une *Commission Exécutive* de cinq membres parmi lesquels on trouve deux internationaux, Eugène Varlin, ouvrier relieur et Jean-Louis Pindy, ouvrier menuisier. Le Comité sera au cœur

(1) Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, Éditions François Maspero, Petite Collection Maspero, 1970, p.95.

des événements qui aboutiront à l'insurrection du 18 mars et à la mise en place des élections qui auront lieu le 26 mars. Entre la date de sa création et le résultat des élections, le *Comité central* assumera l'administration de Paris et en son sein les Internationalistes et les Blanquistes géreront les postes les plus importants.

Yves BERNARD, *Syndicat ETPRECI 75*,
Raphaël ROMNÉE, *Syndicat CNT POSTE 95*.
